



**AMBASSADE DE FRANCE EN TUNISIE**  
**SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE TUNIS**  
**- Brèves économiques de Tunisie et de Libye -**  
**Semaine du 26 juillet au 1<sup>er</sup> août 2019**

Tunisie :

- Selon la Banque de France (BdF), i/ le stock d'IDE français en Tunisie en 2018 a baissé de -8,1% par rapport à 2017 à 777 M EUR ; ii/ les flux d'IDE bruts entrants français vers la Tunisie en euros ont chuté de -90,9% sur un an à 11,7 M EUR en 2018.
- Les flux d'IDE entrants bruts totaux à destination de la Tunisie ont augmenté de +16,6% (+39,2% hors énergie) sur le premier semestre de l'année 2019 en glissement annuel, du fait principalement de la hausse des IDE en provenance d'Autriche (2<sup>ème</sup> pourvoyeur sur la période) et - dans une moindre mesure - de France (1<sup>er</sup> fournisseur) et d'Allemagne (3<sup>ème</sup>).
- Le Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie (BCT), M. Marouane El Abassi, a appelé les banques tunisiennes à soutenir davantage l'économie domestique.
- La production industrielle a diminué de -3,6% durant les cinq premiers mois de l'année 2019 en glissement annuel.
- La balance commerciale alimentaire de janvier à juin 2019 s'est fortement dégradée par rapport à la même période en 2018, et devient déficitaire (-679,4 M TND).

Libye :

- Lors d'un séminaire sur l'économie libyenne organisé à Tripoli le 27 juillet 2019 par le gouvernement d'union nationale, le ministère des finances, le ministère de l'économie et de l'industrie et la Banque centrale de Tripoli ont formulé des recommandations sur l'économie libyenne.
- La National Oil Corporation (NOC) et le groupe pétrolier italien ENI annoncent l'achèvement de la phase 2 du projet de développement des infrastructures du champ de gaz offshore Bahr Essalam.

**TUNISIE**

- Selon la Banque de France (BdF), i/ le stock d'IDE français en Tunisie en 2018 a baissé de -8,1% par rapport à 2017 à 777 M EUR ; ii/ les flux d'IDE bruts entrants français vers la Tunisie en euros ont chuté de -90,9% sur un an à 11,7 M EUR en 2018.

Selon les dernières données de la Banque de France (juillet 2019), le stock d'investissements directs à l'étranger (IDE) français en Tunisie a fortement diminué en 2018 : -8,1% en glissement annuel (g.a.) à 777 M EUR. Il s'agit du stock le plus faible depuis 2009<sup>1</sup>. La réduction du stock d'IDE français en Tunisie en euros de 2017 à 2018 selon la BdF est équivalente à celle observée pour le stock d'IDE bruts entrants totaux vers la Tunisie en USD selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement - CNUCED (-8,1% à 26,8 Mds USD, soit environ 31,6 Mds EUR selon le taux de change annuel moyen). Le stock d'IDE français en Tunisie en 2018 (BdF) représenterait 2,5% du stock d'IDE totaux en Tunisie la même année (CNUCED). Le stock d'IDE français en Tunisie avait fortement chuté entre 2014 (1 479,9 M EUR) et 2016 (813,5 M EUR), puis il était reparti à la hausse en 2017 (+4% en glissement annuel à 845,6 M EUR). *In fine*, le stock d'IDE français en Tunisie en 2018 s'élevait à seulement 52% de celui de 2014. Pour rappel, le Président de la République française M. Emmanuel Macron avait annoncé, lors de la visite d'Etat en Tunisie fin janvier / début février 2018, un objectif de doublement du stock d'IDE français en Tunisie sur la période de son quinquennat présidentiel (mai 2017 – mai 2022).

Selon la BdF, les flux d'IDE français entrants bruts en euros à destination de la Tunisie en 2018 ont chuté de -90,9% en g.a. à 11,7 M EUR en 2018, contre 128,3 M EUR un an plus tôt<sup>2</sup>. Pour rappel, selon la CNUCED, les flux entrants bruts d'IDE de l'ensemble des pays vers la Tunisie en USD ont augmenté de +17,6% en g.a. en 2018 (à 1 Md USD), soit une hausse comparable à celle estimée par la Foreign Investment Promotion Agency - FIPA (+16,6%). La BdF ne parvient pas à identifier précisément l'origine sectorielle de la baisse des flux d'IDE français vers la Tunisie. En effet, 85% de la baisse des flux d'IDE français vers la Tunisie de 2017 à 2018 provient de la catégorie « non ventilée ». Concernant les flux dont l'origine sectorielle est identifiée (soit les 15% restants), les secteurs qui ont le plus contribué à la baisse des flux des IDE français en Tunisie sont, par ordre d'importance, les industries manufacturières (en particulier les secteurs de la construction aéronautique et spatiale ; de la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques ; de l'industrie automobile ; de la fabrication d'autres matériels de transport), les activités financières et d'assurance (en quasi-totalité le secteur des activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite) et ceux de l'information de la communication (essentiellement les secteurs de l'édition ; de la programmation, du conseil et autres activités informatiques, et des services d'information).

- Les flux d'IDE entrants bruts totaux à destination de la Tunisie ont augmenté de +16,6% (+39,2% hors énergie) sur le premier semestre de l'année 2019 en glissement annuel, du fait principalement de la hausse des IDE en provenance d'Autriche (2<sup>ème</sup> pourvoyeur sur la période) et - dans une moindre mesure - de France (1<sup>er</sup> fournisseur) et d'Allemagne (3<sup>ème</sup>).

Selon la FIPA, les flux d'investissements directs à l'étranger (IDE) entrants bruts vers la Tunisie sur le premier semestre (S1) de 2019 ont progressé de +16,6% en g.a. à 1 251,0 M TND. Par secteur, ils étaient répartis comme suit : 53,1% étaient orientés vers le secteur industriel, 39,2% vers le secteur énergétique, 7,2% vers le secteur des services et 0,5% vers le secteur agricole. La hausse des IDE vers la Tunisie au S1 2019 en g.a. s'explique en intégralité par l'augmentation des IDE vers le secteur industriel tunisien (+64,9% en g.a. à 664,7 M TND fin juin 2019), en particulier vers les secteurs de la chimie et du caoutchouc (+3053% à 133,1 M TND) et les secteurs de l'électricité et de l'électronique (+63% à 280,6 M TND). *A contrario*, les secteurs de l'énergie et des services ont contribué négativement à cette croissance avec respectivement une baisse de -6,9% en g.a. (à 490 M TND) et -34,7% en g.a. (à 90 M TND). En conséquence, les flux d'IDE entrants hors énergie au S1 2019 en g.a. ont fortement progressé (+39,2% en g.a.). Sur le plan bilatéral, cette hausse est en grande partie imputable aux investissements en provenance d'Autriche. En un an, la part des flux d'IDE autrichiens dans le total des flux d'IDE (hors énergie) en Tunisie est passée de 4,3% sur le 1<sup>er</sup> semestre de 2018 à 17,8% sur le 1<sup>er</sup> semestre de 2019 (soit 135,4 M TND), ce qui fait de l'Autriche le 2<sup>ème</sup> pourvoyeur d'IDE vers la Tunisie. Dans une moindre mesure, la France et l'Allemagne, respectivement 1<sup>er</sup> et 3<sup>ème</sup> fournisseurs d'IDE en Tunisie sur la période, ont aussi fortement contribué à la croissance des IDE hors énergie en Tunisie. Sur la période, les IDE français vers la Tunisie atteignaient 265,7 M TND (soit 34,9% du total, en hausse de +23,8% en g.a.) et les IDE allemands vers la Tunisie s'élevaient à 104,8 M TND (soit 13,8% du total, en hausse de +102,9%). Ces flux d'IDE (hors énergie) au S1 2019 ont permis de créer 6 298 emplois (dont 1 935 grâce aux IDE en provenance d'Allemagne et 1 799 grâce aux IDE en provenance de France). A noter toutefois que seuls 17% des flux d'IDE hors énergie vers la Tunisie sont des créations d'IDE (9,5% dans le cas des IDE français hors énergie), le reste étant des extensions d'IDE. De plus, les flux d'IDE (hors énergie) sont fortement concentrés au niveau régional : 37% des

<sup>1</sup> Cette année, la BdF a révisé à la hausse les stocks d'IDE français en Tunisie en 2016 (à 813,5 M EUR, contre 795,4 M EUR selon l'estimation réalisée un an auparavant) et surtout en 2017 (845,6 M EUR, contre 705,7 M EUR précédemment). Avant cette réévaluation, le stock de 2017 était inférieur à celui de 2009.

<sup>2</sup> Cette année, la BdF a révisé à la hausse de façon importante les flux d'IDE bruts entrants français vers la Tunisie en 2016 (à 62,9 M EUR, contre 41,5 M EUR selon l'estimation réalisée un an auparavant) et encore plus en 2017 (à 128,3 M EUR, contre 45,6 M EUR précédemment).

IDE au S1 2019 sont dirigés vers le Grand Tunis (285,8 M TND). Enfin, il est important de noter que la hausse des IDE entrants bruts vers la Tunisie est liée en grande partie à la dépréciation du dinar. La hausse s'avère en effet beaucoup plus faible en euros (+2,9% en g.a.) qu'en dinars. Par ailleurs, les flux d'investissements de portefeuille sur les six premiers mois de 2019 ont diminué de -34,1% en g.a. et demeurent ainsi résiduels (à 45,6 M TND fin juin 2019).

- *Le Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie (BCT), M. Marouane El Abassi, a appelé les banques tunisiennes à soutenir davantage l'économie domestique.*

[Selon un communiqué de la Banque Centrale de Tunisie \(BCT\)](#), le Gouverneur de la BCT, M. Marouane El Abassi, a présidé, vendredi 26 juillet 2019, la réunion périodique avec les premiers responsables des banques. Lors de cette réunion, le Gouverneur de la BCT a insisté sur la nécessité pour les banques de soutenir de façon plus importante l'économie tunisienne, surtout durant la période électorale à venir. Ce soutien requiert une collaboration plus étroite entre la BCT et le secteur bancaire selon M. El Abassi. Cela permettra de « mieux orienter l'effort de financement vers les secteurs productifs et de gérer d'une manière proactive toute source de dérapage qui pourrait altérer la stabilité du secteur bancaire ». Le résultat de cette collaboration devrait permettre, à court terme, « un financement adéquat du besoin d'exploitation des entreprises » et « préparer l'économie tunisienne pour une véritable relance économique ». Selon le communiqué, M. Habib Belhadj-Kouider, Président de l'Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers (APTBEF), aurait assuré que le secteur bancaire serait prédisposé à collaborer étroitement avec la BCT « afin de continuer à jouer son rôle convenablement, en matière de financement de l'économie et de disponibilité des moyens de paiement adéquats ». Par ailleurs, lors d'un colloque international sur le thème « Efficacité des politiques économiques » le 11 juillet 2019 à Hammamet, M. El Abassi a indiqué que « des gains d'efficacité économique passent obligatoirement par le renforcement de la coordination entre les politiques macroéconomiques », i.e. entre les politiques monétaire et budgétaire (*policy mix*). Il a ajouté qu'il fallait en ce sens, organiser des réunions régulières entre les différents acteurs responsables de ces politiques en Tunisie. Enfin, le Gouverneur de la BCT a remis jeudi 1<sup>er</sup> août 2019 le rapport annuel de la BCT au Président de la République Tunisienne par intérim M. Ennaceur. A cette occasion, il a déclaré que l'ensemble des acteurs économiques en Tunisie doivent contribuer à améliorer la productivité nationale.

- *La production industrielle a diminué de -3,6% durant les cinq premiers mois de l'année 2019 en glissement annuel.*

[Selon un communiqué de l'Institut National de la Statistique \(INS\)](#), la production industrielle en Tunisie au cours des cinq premiers mois de 2019 a diminué de -3,6% en glissement annuel (g.a). Au niveau sectoriel, cette diminution s'explique principalement par la baisse de la production i/ dans le secteur de l'énergie (-8,3% en g.a. sur la période) et ii/ dans le secteur de l'industrie agroalimentaire (-8,4% en g.a.), en raison de la baisse de la production d'huile d'olive. Pour rappel, selon l'Observatoire National de l'Agriculture (ONAGRI), la production d'olives à huile durant la campagne oléicole (octobre 2018 – février 2019) a diminué de -54% en glissement annuel à 750 000 tonnes (soit un retour aux niveaux de production habituels, après des récoltes exceptionnelles). Concernant l'énergie, la production a chuté principalement dans le secteur du raffinage du pétrole (-57,9% en g.a. sur les cinq premiers mois de l'année). *A contrario*, la production industrielle a progressé dans les domaines de l'industrie chimique (+6,5%) et des mines (+5,5%).

- *La balance commerciale alimentaire de janvier à juin 2019 s'est fortement dégradée par rapport à la même période en 2018, et devient déficitaire (-679,4 M TND).*

La balance commerciale alimentaire a enregistré sur les 6 premiers mois de l'année 2019 un déficit de 679,4 M TND (212 M EUR), contre un excédent de 226,0 M TND (70,6 M EUR) durant la même période de 2018, selon des données de l'Observatoire national de l'agriculture (ONAGRI). Cette évolution s'explique par i/ la hausse des importations en valeur (+18,6% sur la période), en particulier celles des céréales (blé tendre, orge, maïs) et ii/ la baisse des exportations en valeur (-15,0% sur la période), notamment d'huile d'olive (-42,5% en g.a.).

## LIBYE

- *Lors d'un séminaire sur l'économie libyenne organisé à Tripoli le 27 juillet 2019 par le gouvernement d'union nationale, le ministère des finances, le ministère de l'économie et de l'industrie et la Banque centrale de Tripoli ont formulé des recommandations sur l'économie libyenne.*

Un séminaire relatif aux conditions économiques actuelles en Libye et aux évolutions possibles de l'économie nationale a eu lieu samedi 27 juillet 2019 à Tripoli. Le séminaire était organisé et parrainé par le ministère des Finances de Tripoli, avec la participation de la Banque centrale de Tripoli et du ministère de l'Économie et de l'Industrie de Tripoli. Après l'examen des indicateurs de l'économie libyenne et des politiques économiques, monétaires et commerciales mises en œuvre (notamment le programme de réformes économiques adopté fin 2018 par le Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale dirigé par M. Fayez el-Sarraj), les représentants des différentes entités ont formulé un certain nombre de recommandations, dont les plus importantes sont : i/ lancer le Comité de politique économique et y inclure des politiques d'accompagnement telles que les politiques sociale et du travail ; ii/ achever le programme de réformes économiques en assurant la soutenabilité financière ; iii/ constituer une base de données statistiques aidant les autorités compétentes à la prise de décision ; iv/ favoriser la participation du secteur privé à l'activité économique du pays et créer un environnement plus propice aux affaires ; v/ évaluer les effets de la taxe sur l'achat de devises étrangères ; vi/ réduire les délais des procédures douanières. Selon les témoignages de chefs d'entreprise, analystes et critiques recueillis sur place par le journal *Libya Herald*, ces mesures ne seraient pas assez audacieuses pour relancer l'économie du pays. Si la mise en place de la taxe sur l'achat de devises étrangères est perçue positivement, il faudrait selon eux i/ une réforme des subventions, prenant la forme d'un paiement en espèces aux libyens ; ii/ dévaluer le dinar libyen et se référer à un taux de change unique. Ces deux mesures devraient contribuer à mettre fin à la corruption étatique et aux distorsions du marché liées à l'Etat, ce qui *in fine* favoriserait le développement du secteur privé.

- *La National Oil Corporation (NOC) et le groupe pétrolier italien ENI annoncent l'achèvement de la phase 2 du projet de développement des infrastructures du champ de gaz offshore Bahr Essalam.*

[Dans un communiqué officiel paru mercredi 31 juillet 2019](#), la National Oil Corporation (NOC) a annoncé l'achèvement de la phase 2 du projet de développement des infrastructures du champ de gaz *offshore* Bahr Essalam, qui est le principal site de production de gaz *offshore* du pays. Ce site est géré par la compagnie Mellitah Oil & Gas (MOG), une *joint-venture* à parts égales entre le groupe pétrolier italien ENI et la NOC. Pour rappel, la 1<sup>ère</sup> phase du projet, initiée en 2005, avait permis la production de 600 millions de pieds cubes standard de gaz par jour (million standard cubic feet per day - MSCFPD). L'achèvement de la seconde phase fin juillet 2019 permet de produire 1 100 MSCFPD. Le coût total du projet Bahr Essalam est estimé à 5,6 Mds USD.